

la base et les maxima de réduction pour charges de famille en matière d'impôt sur les traitements et salaires, n° 34. — Le 22 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la modification de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise, n° 200.

Interventions :

En qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale* est entendu pour un rappel au Règlement (A. de 1945, p. 202). — Prend part à la discussion du projet de loi portant indemnisation des heures perdues par suite des réductions d'attribution d'énergie électrique (p. 222) ; *Article 3* (p. 224) ; *Article 5* (p. 225). — Demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence en ce qui concerne la revalorisation des traitements, salaires, retraites des fonctionnaires, agents, ouvriers des services publics et développe cette interpellation (p. 242 et suiv.) — Est entendu au cours de la discussion de sa proposition de loi tendant à rétablir en matière de paiement des heures supplémentaires, la réglementation de 1936 (p. 267). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le 1^{er} trimestre de l'exercice 1946 : *Amen- dement de M. Capdeville* (p. 729) ; *Ses rectifications* (p. 734). — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la sécurité collective et l'organisation des Nations-Unies (A. de 1946, p. 18). — En qualité de Sous-Secrétaire d'Etat à l'Economie, prend part à la discussion du projet de loi sur les programmes de production : *Ses observations* (p. 2359).

GELLIE (M. Emile), Député du département de la Gironde.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 139).
= Est nommé membre de la Commission de comptabilité (A. de 1945, p. 139).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

GENEST (M. Maurice), Député du département d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des

affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 28 mars 1946, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur les propositions de loi : 1° de Mme Marcelle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de validité aux brevets d'invention déposés depuis le commencement des hostilités et non exploités ; 2° de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités ; 3° de M. Gilbert Zaksas et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités, n° 796. — Le 13 avril 1946, une proposition de loi tendant à la nationalisation de certaines sociétés laitières, n° 1020.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 129 : Droit d'entrée dans les musées* (A. de 1945, p. 671) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A. de 1946, p. 2136). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires économiques : *Donne lecture de son rapport* (p. 2388).

GEOFFROY (M. Jean), Député du département de Vaucluse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 460).